

## MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**ABEST**  
*Ingénierie*

Maître d'œuvre :

**Bureau ABEST**

75 rue Dérobert

73400 UGINE

Tél : 04 79 89 75 75 - Fax : 04 79 89 75 76



Maître d'ouvrage :

**CNSNMM - Centre national de ski nordique et de moyenne montagne**

1848 route des Pessettes - 39220 PREMANON

Tél : 03 84 60 78 37



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Assistant au maître d'ouvrage :

**DDT – Direction départementale du territoire du Jura**

4 rue du curé Marion

39000 LONS LE SAUNIER

Tél : 03 84 86 80 00

### **RENOVATION ET MISE A NIVEAU DU STADE DES TUFFES JOJ LAUSANNE 2020 – PREMANON / LES ROUSSES**

**Lot n° 1 : Démolition tremplin existant**

## Cahier des clauses administratives particulières

ABEST –16-076-1 –DCE				
INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	16/06/17	MBB	DL	Première diffusion DCE

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHE - EMBLEMENTS	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	4
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	4
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	4
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 : PRIX</b>	<b>5</b>
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	5
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	5
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	5
<b>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>5</b>
4.1- GARANTIE FINANCIERE	5
4.2- AVANCE	6
<b>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>6</b>
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	6
5.2 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	7
<b>ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	<b>7</b>
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	7
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
6.3 - PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	8
<b>ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>8</b>
7.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	8
<b>ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>8</b>
8.1 - PIQUETAGE GENERAL	8
<b>ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>9</b>
9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
9.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	9
9.3 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE	10
9.4 - REGISTRE DE CHANTIER	10

<b>ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>10</b>
11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
<b>ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</b>	<b>11</b>
12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	11
12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	11
12.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	11
12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	11
12.5 - TRAVAUX NON PREVUS	11
<b>ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>11</b>
13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	11
<b>ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES</b>	<b>11</b>
14.1 - DELAIS DE GARANTIE	11
14.2 - ASSURANCES	12
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>12</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

#### 1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Rénovation et mise à niveau du stade des Tuffes – JOJ Lausanne 2020 – PREMANON / LES ROUSSES**  
**Lot n° 1 : Démolition tremplin existant**  
*Démolition de l'ancien tremplin de saut à ski*

Lieu(x) d'exécution : **PREMANON - Stade des Tuffes.**

#### Dispositions générales :

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges.

#### 1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

#### 1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par : **ABEST** - 75 rue Dérobert - 73400 UGINE.

Le maître d'œuvre est : **M. Damien LAFAVERGES, représenté par M. Benoit BORREL.**

#### 1.4 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

**APAVE** - 420 rue Blaise Pascal - 39000 LONS LE SAUNIER

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

Code	Libellé
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public (ERP) ou de grande hauteur (IGH)
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

#### 1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau II** sera assurée par :

**ACE BTP - Agence Bourgogne Franche Comté** - 4 impasse Jean Perrin - 21300 CHENOVE

#### 1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- Le bordereau des prix unitaires (BP).
- Le détail estimatif (DE).

## **ARTICLE 3 : PRIX**

### **3.1 - Caractéristiques des prix**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement, en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### **3.2 - Modalités de variation des prix**

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = I(d-3)/Io$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation,
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- d : mois de début d'exécution des prestations,
- I(d-3) : valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3).

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **TP01 Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010**.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

### **3.3 - Répartition des dépenses communes**

Seules les stipulations du CCAG - Travaux sont applicables.

## **ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **4.1- Garantie financière**

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

#### 4.2- Avance

Aucune avance ne sera versée.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

#### 5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

**Les demandes de paiement** seront présentées conformément à l'article 13.1 du CCAG - Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier.
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers.
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET.
- Le numéro du compte bancaire ou postal.
- Le numéro du contrat.
- La désignation de l'organisme débiteur.
- Le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prises en compte, effectué sur la base de ce relevé.
- Le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution).
- Le montant hors taxe des travaux exécutés.
- Le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix.
- Le montant, éventuel des primes.
- Le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant.
- Les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés.
- Le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier).
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique.
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**Bureau ABEST - M. Benoit BORREL - 75 rue Dérobert - 73400 UGINE**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 5.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances.
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention « autoliquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG - Travaux.

### **ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

#### 6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

### 6.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du CCAG - Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie	5 cm par jour
Gel	-5°C à 10 h
Neige	5 cm par jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de **Lamoura**.

### 6.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de **1/1000 du montant hors taxe du marché**.

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **150,00 Euros par absence**.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10% du montant TTC du marché**. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### Non-respect du CCE :

Toute infraction au présent CCE donnera suite à une pénalité, sans mise en demeure obligatoire, plus la prise en charge de la totalité des désordres causés, des indemnités et des mesures compensatrices. Le montant de la pénalisation pour non-respect des contraintes sera de **3 000 € par infraction constatée**.

## **ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### 7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

## **ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

### 8.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué.

Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions suivantes : l'implantation des ouvrages sera validée sur le site des travaux, après pré-implantation par l'entrepreneur en compagnie du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.



## **ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX**

### **9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 15 jours, non comprise dans le délai d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du CCAG - Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes : adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

### **9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

#### **A) Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

#### **B) Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### **C) Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### ***1- Libre accès du coordonnateur SPS***

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### ***2- Obligations du titulaire***

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### **D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### **E) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 Euros, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### 9.3 - Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

#### 9.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

### **ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions suivantes : 3 exemplaires sur papier, 2 exemplaires sur CD en langage dwg.

### **ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

#### 11.1 - Installations de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. Il devra notamment réaliser les installations suivantes : selon les dispositions du CCE.

## **ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER**

### **12.1 - Gestion des déchets de chantier**

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 7 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 1 000,00 Euros par jour de retard.

### **12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, à la charge du titulaire, seront effectués dans les conditions suivantes : dans le respect des prescriptions du CCTP.

### **12.4 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents suivants : 4 exemplaires sur papier, 1 fichier sur CD au format dwg ou dxf, lisible sous Autocad, dans le même système de coordonnées que le fichier transmis par la maîtrise d'œuvre.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, une **pénalité égale à 3 000,00 Euros par jours de retard** sera appliquée sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

### **12.5 - Travaux non prévus**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

## **ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX**

### **13.1 - Dispositions applicables à la réception**

Concernant la réception, les stipulations du CCAG - Travaux s'appliquent.

## **ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES**

### **14.1 - Délais de garantie**

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

#### **14.2 - Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

#### **ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHÉ**

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %. D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

#### **ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

#### **ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

Sans objet.

#### **ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations aux CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux  
L'article 8.1 déroge à l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux  
L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux  
L'article 9.2 déroge à l'article 48.1 du CCAG-Travaux  
L'article 10 déroge à l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux  
L'article 11.1 déroge à l'article 31.1 du CCAG-Travaux  
L'article 12.2 déroge à l'article 19.1 du CCAG-Travaux  
L'article 12.4 déroge à l'article 40 du CCAG-Travaux

**Le pouvoir adjudicateur :**

Le .....

**Lu et approuvé**

(signature et tampon de l'entreprise)

A .....

Le .....